

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du                    Secrétariat

à                    la Convention

---

Objet :            "Cercle de discussion" sur la Cour de Justice.

---

Les membres de la Convention sont priés de trouver ci-joint le cadre des travaux du "cercle de discussion" sur la Cour de Justice, tel que défini par le Praesidium. Il sera présidé par M. Antonio Vitorino.

Ce cercle devrait avoir une composition plus restreinte que les groupes de travail et ses membres devraient idéalement pouvoir y apporter une expertise spécifique afin d'en assurer l'efficacité et la rapidité de ses conclusions.

Les composantes sont invitées à communiquer au Secrétariat les noms des Conventionnels qui pourraient participer aux travaux de ce "cercle de discussion" pour le jeudi, 13 février à 12h00.

Les membres sont informés qu'une première réunion est déjà prévue le lundi, le 17 février à 10h00.

## Cadre des travaux

1. Les débats de la séance plénière des 5 et 6 décembre 2002 et des 20 et 21 janvier 2003 ont montré la préoccupation de certains conventionnels sur la nécessité de procéder à un examen sérieux des implications que certaines propositions faites au sein de la Convention pourraient avoir sur le fonctionnement de la Cour de justice. En outre, il a été considéré important d'offrir à cette dernière et au Tribunal de première instance l'occasion d'exprimer leur avis sur les questions qui les touchent et qui font l'objet des travaux de la Convention. A cet effet, le Praesidium a estimé opportun de créer un "cercle de discussion" sur le fonctionnement de la Cour de justice.
2. Ce cercle devrait en particulier se pencher sur des questions sur lesquelles la Convention n'a pas encore de positions arrêtées et pourrait notamment approfondir les points suivants :
  - a) La procédure de désignation des juges et des avocats généraux de la Cour de justice (article 223 CE) doit-elle être modifiée? Quid de la désignation des membres du TPI (Article 224 CE)?
  - b) Afin de faciliter l'application des articles 225 A, 229 A et 245 TCE, faut-il remplacer la règle de l'unanimité existante à l'heure actuelle par celle de la majorité qualifiée?
  - c) Serait-il opportun de revoir la dénomination de la Cour de justice et du Tribunal de première instance ou de maintenir les dénominations actuelles?
  - d) Convierait-il de modifier le libellé de l'article 230 §4 CE au sujet notamment des recours directs des particuliers contre des actes de portée générale des Institutions? Quid des actes d'agences ou d'organes créés par l'Union?
  - e) Convient-il de rendre plus efficace le mécanisme de sanctions en cas de non respect d'un arrêt de la Cour de Justice? Comment? En donnant à la Cour la possibilité d'imposer dans ses arrêts des amendes dans le cas où un État membre ne se conformerait pas à celui-ci dans un délai déterminé? Par d'autres moyens?
3. Le "cercle de discussion" serait ouvert à d'autres questions que ses membres ou les membres de la Cour et du TPI estimerait éventuellement utile d'approfondir. Il est prévu que le "cercle de discussion" se réunisse 3 ou 4 fois pendant le mois de février et qu'il présente son rapport au début du mois de mars 2003.